

Problèmes de la jeunesse aux Antilles

Author(s): Édouard Glissant

Source: *Présence Africaine*, Nouvelle série, No. 184 (2e semestre 2011), pp. 13-26

Published by: Présence Africaine Editions

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/24430913>

Accessed: 21-12-2017 11:21 UTC

---

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at

<http://about.jstor.org/terms>



JSTOR

*Présence Africaine Editions* is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Présence Africaine*

---

## Problèmes de la jeunesse aux Antilles

Édouard GLISSANT<sup>1</sup>

---

Les Antilles, d'expression française, dernières miettes de l'empire colonial français, se caractérisent, comme tous les pays sous-développés, par une population très jeune, et une très forte poussée démographique. Cette poussée ira en s'accélérant et on prévoit que la population aura doublé dans vingt ans. La forte densité existant déjà sur ces petites terres (500h/km<sup>2</sup> cultivables pour la seule Martinique) pose actuellement des problèmes que le colonialisme français avoue en toute ingénuité ne pouvoir résoudre. Les autorités françaises présentent à qui veut les entendre, cette situation comme une impasse, et chiffres en mains prétendent cyniquement, qu'il n'y a pas de place aux Antilles pour les jeunes antillais ; que ces derniers doivent se résigner à cette dure réalité. Ni la France « superbe et généreuse », ni les Antillais, des extrémistes aux « bons français » ne sont en aucune façon, capables de remédier à cette situation.

De tous temps, face à l'impossibilité de trouver aux Antilles les moyens de survivre, les jeunes se voyaient contraints de s'expatrier et de s'engager comme mercenaires dans toutes les guerres coloniales, menées par la France. C'est ainsi que de nombreux jeunes Antillais, fils d'un peuple colonisé, participèrent à la criminelle expédition d'Indochine, à l'hypocrite pacification de l'Algérie et servirent longtemps comme garde-chiourmes en Afrique Noire.

Aujourd'hui, sous l'effet de l'aggravation de la misère, et du développement du mouvement national aux Antilles, le gouvernement français ne peut plus se permettre de temporiser. Acculé, il lui faut faire vite, s'occuper des Antilles. Menacé dans ses intérêts, il doit se défendre. Il nous impose alors sa solution, la plus facile, celle qui lui convient le mieux, qui nous lèse fondamentalement et que nous ne cesserons jamais de dénoncer comme criminelle : l'émigration, l'émigration érigée en doctrine officielle, organisée et mise en application de façon massive.

---

1. Texte paru dans la revue *Présence Africaine* n° XLVII, 1963.

Le gouvernement français veut nous faire croire que ses intentions sont pures, sa bonne foi totale. En réalité, il cherche à briser le mouvement nationaliste chaque jour plus puissant et qui trouve sa force et ses espoirs dans la jeunesse. Le pays vidé de son sang jeune sera sans ressort et pourra être tenu en toute quiétude.

Lorsque dans des petits pays comme les nôtres, le génocide du type algérien semble impossible, à cause de l'opinion publique internationale sensibilisée par sept années de crimes en Algérie, le malin génie du colonialisme lui enseigne que la solution intéressante consiste à vider ces pays de leur jeunesse. Ainsi le colonialisme a compris que la jeunesse de la Guadeloupe et de la Martinique, jeunesse que son système d'exploitation implacable prive d'avenir, est son ennemi principal et une force politique essentielle dans le processus de décolonisation aux Antilles. C'est une force parce que les jeunes de plus en plus prennent conscience de leurs difficultés, et comprennent en dépit des endormeurs que leur avenir est menacé. Mais c'est aussi l'enjeu de la course de vitesse engagée entre les nationalistes antillais et le colonialisme français.

Les jeunes Antillais connaissent des difficultés innombrables dès leur plus jeune âge. De quel ordre sont ces difficultés ? À quoi peut-on les rattacher ?

Les problèmes de la jeunesse aux Antilles sont ceux de tous les jeunes du monde entier, avec cette particularité aggravante qu'ils se posent sur des terres colonisées. Le pain et l'éducation constituent les principales revendications de tous les parents antillais pour leurs enfants.

Chiffres en mains, le colonialisme français entend nous démontrer que le problème de l'Enseignement est résolu dans les Antilles dites françaises. On nous parle de taux de scolarisation élevé, de lutte intensive contre l'analphabétisme.

Certes il est vrai que dans le domaine de l'enseignement primaire, la lutte des syndicats antillais, et celle des démocrates français de l'enseignement, ont permis bien des réalisations. Mais disons tout de suite les insuffisances de telles mesures. Des écoles sont créées, mais tous les enfants peuvent-ils réellement profiter des bienfaits de cet enseignement ?

Déjà en 1959, la conférence internationale sur l'Enseignement, organisée par l'UNESCO, et qui s'est tenue à Addis-Abeba, affirmait que désormais le problème de l'Enseignement ne doit plus être considéré comme un problème de locaux à bâtir, mais doit trouver sa véritable solution dans la formation correcte de maîtres. D'ailleurs cette conférence qui s'intéressait particulièrement à la lutte contre l'analphabétisme en Afrique, proclamait que cette lutte sur le continent africain devrait commencer par la formation de 300 000 instituteurs.

Or aux Antilles, la formation et le nombre d'instituteurs compétents sont jugés insuffisants par les services officiels eux-mêmes. Peut-on, dès lors, considérer le problème de l'Enseignement primaire comme résolu ?

De plus, peut-on parler de scolarisation complète quand toutes les conditions ne sont pas réunies d'un enseignement complet. La nourriture des écoliers est insuffisante, le nombre de cantines dérisoire, les repas de très mauvaise qualité sont à des prix prohibitifs. Le transport des enfants de la campagne n'est pas assuré. Ces derniers continuent souvent à effectuer plus de 10 kilomètres à pied chaque jour. Les fournitures scolaires, livres et cahiers, déjà onéreuses pour un seul enfant, sont généralement hors de la portée des mères de famille nombreuse.

Dans ces conditions, peut-on dire que le droit à l'instruction soit appliqué et que toute la population en profite pleinement ?

Cela, rien que pour le secteur primaire qui fait la fierté du colonisateur. Les choses deviennent beaucoup plus graves lorsque l'on commence à étudier le « secondaire ». Et alors cette fois sans réticence, les aveux officiels affluent qui reconnaissent les insuffisances graves en locaux et en maîtres.

Pas de place dans les cours complémentaires, qui existent en petit nombre, sont pleins à craquer, et refusent chaque année un grand nombre de jeunes pourtant capables de poursuivre des études.

Trois lycées à la Guadeloupe. Deux lycées à la Martinique pour un ensemble de 600 000 habitants.

Et l'accès à ces lycées est chaque année la cause de mois d'angoisse terrible pour les parents et les jeunes qui espèrent obtenir une place. Espérances déçues pour le plus grand nombre puisque, par exemple à Trinité-Martinique, en 1959, sur 60 élèves de la classe de 3<sup>e</sup>, trois sujets étaient admis au lycée. Et des sujets brillants (déjà titulaires des BEPC et BE), mais ne disposant pas « d'appuis » suffisants dans l'Administration se voyaient obligés de recommencer pour la troisième fois, une année de troisième.

C'est dire déjà le rôle que jouent dans cette société coloniale, les « Relations ». Les liens de parenté ou d'amitié avec un directeur d'école influent, prennent plus d'importance que la valeur d'un élève, chaque fois qu'il s'agit d'une admission au lycée.

Ces mœurs coloniales sont affichées, et même louées publiquement par certains qui ont parfois le cynisme de prétendre que les « choses se passent partout ailleurs de la même façon ».

Pour mieux juger des carences tragiques dans ce domaine, évoquons le témoignage d'un démocrate français, le recteur Babin qui pouvait déclarer à des étudiants martiniquais de Bordeaux qu'il faudrait « rien que pour commencer l'année scolaire 1961-1962, à la Martinique, au moins deux nouveaux lycées, ayant une capacité égale à celle du lycée Schoelcher ».

Bien entendu, des promesses sont faites. Mais les crédits manquent, nous dit-on. Ces mêmes crédits sont miraculeusement trouvés lorsqu'il s'agit de bâtir les nouvelles et modernes casernes de gendarmerie qui poussent en

des temps records. Le colonialisme est pressé. Il lui faut loger ses chiens. Mais la jeunesse, elle, voit, subit, et n'oublie pas.

Nous parlerons à peine de l'Enseignement supérieur, pratiquement inexistant aux Antilles. Le colonialisme sait ce que représente une Université comme lieu de fermentation révolutionnaire, et comme facteur d'accélération de la prise de conscience nationale et de l'organisation de la jeunesse dans une colonie. Le gouvernement français apaise ainsi les colons qui ne voient pas sans inquiétude reculer l'ombre et l'ignorance des masses colonisées. Car le colon sait que l'instruction du colonisé est le début de la disparition de tout système colonial. En Algérie, les colons français forts numériquement avaient pu s'assurer le monopole de l'Université d'Alger, où en 1954, sur un total de 5 000 étudiants, il y avait 4 500 jeunes d'origine européenne et 500 musulmans. Il est clair qu'aux Antilles un tel phénomène ne pourrait pas se produire.

Nous disions ne pas vouloir nous étendre sur les conséquences de l'absence d'Université dans nos pays. Car les carences que l'on trouve dans les lycées antillais où il manque 60 % de professeurs compétents (ayant au moins une licence d'Enseignement supérieur), suffisent à expliquer la responsabilité du colonialisme dans ce domaine ; même lorsqu'il déclare que les Antillais sont les premiers responsables de la pénurie de cadres enseignants dont ils sont victimes, le colonialisme aurait en effet quelque répugnance à avouer qu'il vient de créer des lois scélérates spécialement destinées à nos pays, et qui lui ont permis de « casser » ou d'expulser les trop rares professeurs de quelque valeur dont disposaient les jeunes Antillais.

Cependant si nous passons sur la question capitale de l'Université aux Antilles nous ne saurons glisser sur le vital problème d'un Enseignement technique valable. On peut affirmer que rien n'est fait dans ce domaine. Et ce n'est pas la création du nouveau collège de Fort-de-France qui nous fera changer d'opinion à ce sujet. Tout le monde, y compris les professeurs de ce lycée technique, reconnaîtra que cet Enseignement n'a rien de technique, et qu'il ne peut toucher qu'un nombre restreint de sujets. Quelqu'un peut-il nous contredire sur ce point ?

Alors que tous ceux qui s'intéressent aux pays sous-développés reconnaissent unanimement que le problème d'un Enseignement technique valable est primordial, aux Antilles « françaises », îles sous-développées, rien n'est fait pour assurer à un maximum de jeunes gens une formation technique et professionnelle valable.

Que dire alors du procédé qui consiste à envoyer une centaine de jeunes Antillais apprendre, par exemple, l'Agronomie, procédé qui nous est présenté comme panacée, un remède au problème de la formation professionnelle des jeunes Antillais ?

De toutes façons, le problème de l'Enseignement serait-il résolu, que se poserait un problème encore plus angoissant : y aurait-il eu 25 000 bacheliers, quels emplois a-t-on prévu pour eux ?

Et nous en arrivons ainsi à la question du chômage qui sévit cruellement dans nos pays, chômage endémique, sans espoir d'être résorbé, et dont souffre la jeunesse comme d'une maladie mortelle. Des journalistes du *Figaro* pourront s'étonner de voir partout aux Antilles des jeunes gens en âge de travailler, déambuler et bavarder oisivement à longueur de journée ; ils pourront juger ces jeunes gens paresseux et « trop fiers » pour travailler la terre. Le problème est tout autre, et *Le Figaro* ne trompe personne lorsqu'il affirme qu'il suffirait à ces jeunes de vouloir travailler pour trouver aussitôt un travail rémunéré. C'est ignorer qu'environ 50 000 jeunes Antillais sont absolument sans espoir de trouver le moindre travail pouvant leur permettre de vivre et demain de fonder un foyer.

On peut vouloir ruser avec la réalité. On peut mentir. Mais la grande détresse de la jeunesse des Antilles est là, et pour nous apparaît comme le phénomène le plus dramatique, car c'est de l'avenir de nos pays, l'avenir de ces îles jeunes que le colonialisme français veut priver de leur jeunesse, veut ruiner définitivement et ainsi vieillir d'une façon inhumaine.

Que dire dès lors de la culture et des loisirs réservés à la jeunesse, puisque les problèmes fondamentaux et vitaux sont ignorés ?

L'absence quasi-totale de bibliothèques, de matériaux, l'indigence systématisée du cinéma qui leur est proposé, la sorte pauvreté des absurdes émissions radiophoniques livrées aux Antillais, l'absence d'équipement sportif honnête fait que l'on ne peut cacher tout ce qu'il y a d'odieux dans les déclarations des ministres, préfets, et autres valets du colonialisme, qui nous parlent en essuyant des larmes de crocodile, « de la grande détresse de nos jeunes compatriotes, de l'intérêt passionné que leur porte la France, et des perspectives exaltantes qu'elle leur propose. »

Arrêtons-nous un instant sur la culture aux Antilles.

À la Guadeloupe et à la Martinique s'est déroulée la plus grande entreprise de mystification et de viol de conscience jamais réalisée de sang-froid. La parodie de culture française dispensée dans les écoles est aggravée du fait de l'inconséquence bien compréhensible de maîtres et d'ouvrages, qui rattachent tout à la France, même en déni des réalités antillaises. L'aliénation qui en résulte ne manque pas d'humour, même lorsque les conséquences en sont tragiques.

Le jeune Antillais, surtout lorsqu'il a vécu dans les milieux de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie en arrive à mieux connaître les affluents de la rive droite du Rhône que les éléments les plus simples de la géographie des Antilles. Il se voit plus Européen et Gréco-Latin qu'Antillais et

Latino-Américain. Certains humanistes voudront s'en réjouir en déclarant que l'homme est partout chez lui, etc.

Pour nous, « réaliser l'homme », et faire triompher une amitié solide entre les hommes, sont des idéaux qui ne pourront prendre corps qu'en dehors du viol des consciences, et des violences contre des populations entières. Cette amitié n'aurait aucun sens si elle prenait naissance à partir des violences. Cette amitié et cette coopération fructueuses doivent être voulues par des peuples souverains pour être valables et durables.

Ajoutons que le masque européen que le colonialisme applique de toutes ses forces sur le visage du jeune Antillais ne peut se maintenir qu'un temps. Comme toujours, au contact des réalités, le masque se déchire. L'aliénation culturelle qui fut plus facile à réaliser aux Antilles qu'au Viet Nam ou en Algérie, est une époque de la vie du jeune Antillais. Le départ des Antilles, la participation aux guerres coloniales, ont tôt fait de lui ouvrir les yeux. Le réveil est du reste terrible, pour le colonisateur bien entendu, car le jeune Antillais sait désormais qu'on lui a longtemps menti, qu'il devra se « réaliser » comme Antillais, et saura également se préparer à l'heure de VÉRITÉ.

Le colonialisme feint toujours de s'intéresser à l'avenir des jeunes. Mais l'intérêt qu'il porte à ces derniers n'est ni amour, ni réflexion. Le colonialisme est inquiet. Il lui faut se débarrasser de cet enfant terrible et turbulent : la jeunesse si prompte à s'enflammer.

Aussi, tous ses efforts et toutes ses pensées se ramènent à un but fixe, obsédant : comment s'en débarrasser véritablement ? Il cherche une « solution finale » au problème de la jeunesse.

Il est aidé dans cette besogne par un certain nombre de politiciens locaux, toujours soucieux de préserver leurs postes et prêts à tout sacrifier, y compris la jeunesse de leur pays, afin de satisfaire leurs sordides ambitions électorales.

Ces politiciens évoquent toujours en pleurnichant, « cette belle jeunesse, avenir de notre pays ».

Et dans le même temps, ils l'envoient allègrement se faire tuer dans les guerres coloniales.

Est-ce là un avenir radieux pour les jeunes Antillais que l'on veut chasser de leur pays, sous le fallacieux prétexte que dans l'armée française, ils trouveront un métier ?

En toute honnêteté, est-ce là une solution juste, une solution humaine aux problèmes de la jeunesse aux Antilles ?

Mais le colonialisme veut compléter son diabolique plan Némo par de démagogiques demi-mesures. Quelques jeunes Antillais sont envoyés dans

les écoles d'agriculture, certains autres, après concours, sont embauchés dans les P.T.T. en France.

Cela, pense-t-il, lui servira d'alibi et de preuve de bonne volonté.

En vain, car les jeunes de plus en plus nombreux, les parents de plus en plus anxieux comprennent que rien de sérieux n'est tenté, ni même voulu pour modifier tant soit peu la situation actuelle de la jeunesse antillaise.

Il est, parmi les jeunes, un groupe très « réceptif », très politisé : celui des jeunes ruraux. La vie à la campagne est toujours plus dure qu'à la ville. À la campagne, la « terre est basse », la misère plus noire. Certes, le colonialisme compte avec ce qu'il appelle en ricanant « la sottise des campagnards ». Il ne sait pas encore qu'il sera la première victime de cette « sottise » qui est en fait une vision claire d'un certain nombre de problèmes et de leurs solutions toujours très simples, et surtout très justes : prendre la terre aux Békés, mettre le gendarme à la porte.

Il est un groupe privilégié que l'égoïsme de ses aînés a démoralisé, mais qui ne s'en cantonne pas moins à ses priviléges, c'est le groupe des jeunes instituteurs. Ces derniers sont écoeurés par la misère que leurs contacts directs avec la population des campagnes et des villes leur permettent d'appréhender sans fard.

Mais les moeurs politiques dissolues, le sentiment d'impuissance que le colonialisme a sournoisement inoculé en eux, dans le temps même où il leur accordait certaines facilités empoisonnées (achat de voitures, frigidaires à crédit...) ont vite fait de les réduire à une masse inerte, sans vie, capable du meilleur et du pire. N'osant pas bouger, prisonniers du petit confort qu'ils ont conquis en aliénant pratiquement leurs libertés, les jeunes instituteurs antillais jouent un rôle de témoins muets d'un drame dont ils sont parfaitement conscients. Les plus lâches se prostituent. Pour un poste de sous-directeur ou quelques maigres avantages on les voit, eux, hier encore victimes déshéritées d'un système impitoyable, se convertir en agents et valets de l'Administration coloniale. Ils sont d'ailleurs dans ce cas honnis et vomis par les autres jeunes de la commune qui n'hésitent pas publiquement à les considérer comme des traîtres.

D'autres, un peu plus courageux, cherchent « à travailler », mais, hélas, en solitaires. Ils accomplissent une œuvre bien souvent louable mais forcément insuffisante, car seule l'action commune d'une masse d'instituteurs peut être rentable.

Très rares enfin sont ceux qui se jettent à l'eau, dans la bataille, qui militent, cherchent à organiser et à mobiliser leurs jeunes compatriotes.

Le Maccarthysme, très en vogue aux Antilles, n'est pas étranger à ce silence d'un des groupes qui ont un rôle considérable à jouer au sein de la jeunesse antillaise. Le préjugé anticomuniste, la crainte d'être pris pour

un communiste, suffisent en partie à expliquer cette démission d'un groupe qui, demain, dans la lutte, saura retrouver sa vocation véritable.

Une résultante remarquable des agressions répétées du système colonial français sur les jeunes têtes antillaises, c'est de les avoir en quelque sorte stérilisées. La timidité de la production artistique et culturelle de peuples, que le monde entier s'accorde à reconnaître comme doués d'un rire intense, étonne.

Elle est due cependant à l'aliénation culturelle voulue par la France et subie par les Antillais. Tout ce qui est production culturelle aux Antilles porte la marque du « décervelage ». La tentative d'identification au maître, et la volonté de faire comme lui, et de le surpasser, est au départ vouée à l'échec. Mais de plus, avec elle, cesse la volonté de création originale. Écrire, chanter pour un Antillais n'est pas écrire ou chanter ce qu'il voudrait faire du fond de son être. Il doit imiter les modèles qu'on lui propose. Le résultat est une véritable inhibition » de l'Antillais. Et la perversité du colonisateur qui assiste aux efforts de sa créature, l'Antillais, se satisfait de la stérilisation de la pensée antillaise.

Incapable de proposer à la jeunesse antillaise du travail et un avenir dans son pays, peu soucieux d'assurer le développement et l'épanouissement de cette jeunesse, le colonialisme français cherche à phagocyster les consciences, à se débarrasser de cette jeunesse en la déportant, en la coupant artificiellement de sa terre.

Nos compatriotes, à leur arrivée en France et pendant leur séjour dans ce pays, se sentent malheureux, déprimés dans un milieu froid et souvent hostile, obligés de faire un travail qui n'est pas le plus souvent à la mesure de leurs aspirations, ils vont de déceptions en déceptions. Ils se voient condamnés à vivre, dans ce monde étranger, alors qu'ils voudraient le quitter au plus vite et retourner dans leur pays. Le Plan Némo prétend hypocritement assurer à ces jeunes la possibilité de rentrer chez eux alors qu'il les prive en fait de cette possibilité.

La véritable déportation de jeunes Antillais en France, à la cadence de 500 par mois, destinés à remplacer le sous-prolétariat algérien qui, demain, regagnera l'Algérie indépendante, doit être comprise de tous les démocrates comme un crime contre les Antilles.

Aujourd'hui, aux Antilles, une situation irréversible se développe : d'une part un mouvement de libération nationale a pris naissance, d'autre part le gouvernement renforce son système de défense, la répression. Dans ce climat de lutte ouverte, le clivage des forces en présence se fait de plus en plus nettement. Les nationalistes et le gouvernement, dans un combat serré, essaient de faire basculer de leur côté les dernières forces hésitantes, les classes moyennes en particulier. La jeunesse, elle aussi, est l'objet de sollicitations diverses, empressées. Par son nombre, la grande misère dans

laquelle elle se trouve, elle est naturellement l'assise même du mouvement révolutionnaire. Mais elle est aussi, pour le gouvernement français, un champ idéal de manœuvres de toutes sortes, car elle est dans son ensemble totalement inorganisée. Quelle est en effet la situation ? Peu d'organisations sérieuses aussi bien politiques que syndicales ou culturelles développent des efforts d'éducation et d'encadrement de la jeunesse.

Les organisations politiques des Antilles n'ont pas en général d'organisations de jeunesse. Quand celles-ci existent, elles restent à l'état d'embryon puisque la plupart de ces organisations elles-mêmes manquent déjà de perspectives claires et de cadres. Ces organisations ne sont pas capables non plus, à l'heure actuelle, de mobiliser tous les éléments disponibles de la jeunesse sur une plate-forme anticolonialiste. Un rassemblement de la jeunesse par une de ces organisations politiques est naturellement restreint par les divisions existant sur le plan politique, par les manœuvres, les attitudes floues, ambiguës, caractéristiques de la vie politique aux Antilles. Les partis politiques aux Antilles, et les forces politiques anticolonialistes éprouvent déjà beaucoup de difficulté à se mettre d'accord sur un programme d'unité d'action anticolonialiste. Ils n'ont pas a fortiori les moyens de réunir à l'heure actuelle, en dehors de leur clientèle, les nombreux jeunes Antillais de toutes tendances, de toutes conditions sociales, exaspérés par la situation coloniale de leur pays, et l'absence totale de perspective qui en résulte. Certaines organisations politiques : SFIO, Radical... s'entourent d'un petit nombre de jeunes (souvent recrutés chez les instituteurs), et qui servent à la propagande électorale. Ils sont ainsi le jouet de toutes les ambitions et des manœuvres électorales de ces requins de la scène politique aux Antilles.

Sur le plan syndical, il n'existe pas de sections de jeunes. Les jeunes qui travaillent sont membres ordinaires de l'organisation syndicale. Nous savons déjà les insuffisances, les carences de la vie syndicale aux Antilles. La plupart du temps, en particulier pour les syndicats ouvriers, les conditions difficiles de l'activité syndicale empêchent une véritable prise en charge des jeunes travailleurs. Les syndicats des classes moyennes, en particulier ceux de l'enseignement, ont, en général, une clientèle jeune. Mais là encore rien n'est fait pour susciter chez les jeunes des réflexions critiques sur la situation aux Antilles, pour développer la prise de conscience nationale. Au contraire, c'est là un moyen de maintenir les vieux mythes, de les redorer, et d'enfermer ainsi avec de faux arguments une partie de la jeunesse, dans des attitudes inquiètes de retrait et de décision. Les instituteurs, qui ont, par leur métier, un rôle particulièrement important dans la formation des jeunes consciences, restent ainsi prisonniers de l'aliénation, résultat de la colonisation et des mensonges imbéciles dont on nous abreuve depuis plus de 60 ans.

Apparemment, les organisations culturelles sont nombreuses. Ce sont aussi bien les associations sportives que les associations de jeunes existant

dans les communes. Elles ont toutes des activités fort restreintes par rapport à leurs possibilités, ce qui traduit, en fait, une faiblesse générale de l'idée créatrice, l'absence de perspectives, le manque d'initiative, le manque d'animateurs. Les moyens dont disposent ces associations sont également très réduits. En conséquence, ces organisations connaissent une fréquentation très limitée et sont sans influence réelle dans la vie des jeunes. La situation est aussi grave dans les villes que dans les communes. Les associations des communes, la plupart du temps, ne touchent qu'un nombre dérisoire de jeunes. Ces tentatives d'organisation sont pour la plupart des initiatives privées, elles se ressentent par conséquent beaucoup des difficultés économiques, de l'aliénation culturelle, du climat de répression s'abattant sur tout individu qui refuse l'orthodoxie coloniale, du manque de loisirs de la jeunesse, de l'inexistence des moyens de culture, de l'indifférence des autorités responsables, des élus locaux.

D'autre part, toutes ces organisations se défendent en général de s'intéresser aux questions politiques et prétendent rester en dehors des grands débats et des grands choix. En fait, ces sujets tabous sont la preuve d'une certaine démagogie alliée à un infantilisme stérile. Dans l'avenir, elles courront vers un suicide, tant est grande leur incapacité de s'ouvrir aux véritables problèmes de leur pays, et de les poser courageusement au sein de l'organisation.

Le gouvernement se désintéresse de l'organisation de cette jeunesse. Sur le plan de l'enseignement, où certaines tentatives peuvent être facilitées, rien n'est fait. L'école laisse l'enfant antillais, dès son plus jeune âge, libre de se chercher ses loisirs, de se cultiver, de s'informer. Il y a déjà beaucoup à redire des méthodes de l'enseignement, a fortiori des moyens mis par l'Enseignement à la disposition des jeunes antillais pour leur formation en tant qu'hommes.

La seule organisation de la jeunesse relativement sérieuse, ayant une certaine continuité, est celle de l'Église. Celle-ci essaie d'encadrer les jeunes, ruraux, intellectuels. Elle dispose de moyens bien plus nombreux puisque l'on sait que l'Église possède aux Antilles une grande puissance économique, de même que dans la plupart des pays colonisés. Si elle arrive à encadrer, dans une certaine mesure, les jeunes enfants antillais, on peut dire néanmoins qu'à partir du moment où ils sont confrontés avec certains problèmes, qu'ils prennent conscience des difficultés d'existence, les jeunes Antillais échappent totalement à l'influence de l'Église. Les organisations cléricales, entièrement sous la dépendance de l'Église, alliée naturelle du système colonial aux Antilles, sont incapables de faire preuve d'initiative et de maturité. Elles affirment ne pas vouloir se mêler, elles non plus, des affaires politiques, et ne peuvent qu'escamoter les problèmes de la jeunesse.

En fait, on trouve donc une jeunesse entièrement livrée à elle-même non organisée, ce qui augmente encore le désarroi de ceux qui ressentent confusément les problèmes et qui de plus en plus prennent conscience de l'importance du combat qui s'engage. La situation économique, d'autre part, ne cesse de se dégrader, et un nombre de jeunes de plus en plus important est très tôt confronté avec les problèmes du travail aux Antilles. Les jeunes comprennent alors que c'est de l'avenir du pays qu'il s'agit et du leur en premier lieu. C'est pourquoi la jeunesse est la force potentielle la plus explosive aux Antilles, celle que le gouvernement français a intérêt à désamorcer avant même qu'elle ne se dynamise. Elle est aussi la plus vulnérable, et les ennemis des peuples antillais le comprennent bien qui veulent exporter cette jeunesse sous d'autres cieux, en l'alléchant avec des propositions d'embauche et de meilleure vie. Mais les inquiétudes grandissent au sein de la jeunesse. L'immigration forcenée à laquelle s'emploie le gouvernement, la démission des « élites », les actions criminelles des élus locaux sont autant d'éléments qui avec le sentiment grandissant que les Antilles sont dans un cul-de-sac, dans une impasse, mettent les jeunes dans un état de grande disponibilité et de réceptivité. Dans l'ensemble, on assiste à une sensibilisation politique, à une prise de conscience accélérée des réalités antillaises, au développement d'un véritable sentiment national. La jeunesse ressent aussi avec beaucoup d'acuité le décalage entre la situation aux Antilles et les exigences, les besoins d'une vie moderne (besoins économiques modernes, en premier lieu confort technique, etc.)

Depuis deux ans, les jeunes partis soit en service militaire, soit à la recherche d'un travail en France, constituent une masse sans cesse croissante de mécontents, de révoltés. Ils sont les premiers à faire connaître aux Antilles les dures conditions qui leur sont faites, et leur sentiment de déracinement est vite canalisé dans le mouvement de revendications politiques existant déjà tant en France qu'aux Antilles.

D'autre part, avec la guerre d'Algérie, la situation explosive dans toute la Caraïbe, l'Amérique latine, et de manière générale la décolonisation dans le monde, il se produit aux Antilles une véritable démythification. On ne s'en remet plus totalement à une mère généreuse qui pourvoira à tout. Après l'échec d'une assimilation en laquelle on avait mis tant d'espoirs, les gens de tous bords ne veulent plus être dupes et demandent des programmes clairs sur tous les plans. La lutte qui se précise aux Antilles est un autre facteur déterminant de l'agitation qui se fait jour au sein de la jeunesse. Mais les nationalistes plus conscients s'inquiètent de cet état anarchique dans lequel s'effectue la prise de conscience des jeunes. Ils comprennent aussi que l'objectif principal d'un combat nationaliste doit être l'organisation de cette jeunesse pour lui donner les moyens de remplir pleinement son rôle dans le mouvement et pour renforcer ce dernier.

Cette organisation s'impose d'autant plus que les actions de la jeunesse (en particulier : événements de décembre 1959 à la Martinique, Conférence de la Jeunesse guadeloupéenne en 1960, Conférence de la Jeunesse martiniquaise en 1961 et activités des étudiants martiniquais et guadeloupéens, respectivement à la Martinique et à la Guadeloupe) ont chaque fois une portée très grande dans l'accélération de la prise de conscience nationale aux Antilles et sont des étapes importantes de la lutte. Ces actions méritent donc d'être utilisées au maximum et de ne pas être des coups d'épée dans l'eau. Elles doivent déboucher sur une véritable action révolutionnaire permanente aux Antilles, et celle-ci ne peut se faire que si elle repose sur une organisation sérieuse de la jeunesse.

Il y a eu quelques tentatives d'organisation de la jeunesse aux Antilles dans ce sens. Elles sont le fait surtout des associations d'étudiants de ces pays. Ainsi l'AGEG, en 1960, organisait à la Guadeloupe un vaste rassemblement de toute la jeunesse de l'île. Elle se proposait, après de nombreuses conférences d'information tenues et les travaux du Congrès, de susciter un Comité de liaison, premier pas vers une organisation structurée de la jeunesse. Ce comité était chargé en particulier d'assurer la liaison entre les jeunes en Guadeloupe et les étudiants guadeloupéens en France. Un tel comité n'a pu remplir tous les objectifs fixés et la situation est loin d'être satisfaisante. En 1961, différentes organisations politiques, confessionnelles, étudiantes tentaient de se mettre d'accord sur une plate-forme pour réaliser à la Martinique une vaste Conférence de la jeunesse. Les étudiants martiniquais, qui voulaient jouer un rôle de ciment puisqu'ils sont en dehors des querelles politiques locales, se sont rendu compte de l'impossibilité de travailler avec des gens qui ne sont pas d'accord sur le minimum anticolonialiste. Quant à leur intention de susciter un comité de liaison, point de départ d'une vaste organisation, elle est restée lettre morte. Il faut certes tenir compte des nombreuses interdictions décrétées par la Préfecture, mais malgré les nombreux contacts avec la jeunesse des villes, des communes, des campagnes, ce comité de liaison n'a pu être mis sur pied. Les contacts sont restés sur un plan individuel.

Ce bilan négatif peut trouver des raisons justificatives. La mise en place d'une réelle organisation, ou même du comité de base, nécessite un certain temps, et ne peut être envisagée en dehors des exigences de la lutte et de l'organisation des forces de combat... Elle ne peut se faire que sur des bases claires et avec des perspectives nettement dégagées. On n'organise pas la jeunesse pour la jeunesse. On la réunit pour la faire discuter de ses problèmes, prendre conscience de l'oppression économique, culturelle, subie par son pays, et de la nécessité pour elle de s'organiser dans le combat. Le problème de l'organisation de la jeunesse est un impératif. Il doit être pensé et étudié par l'ensemble de toutes les forces anticolonialistes unies. À

l'heure actuelle, un objectif principal de combat reste donc l'unité de toutes les forces anticolonialistes.

Quel est le rôle des étudiants dans ce travail d'organisation et de mobilisation ? On peut dire que les étudiants des Antilles, comme tous les étudiants des pays colonisés et comme tous les étudiants du monde en général, sont des forces réellement anticolonialistes et participent étroitement au combat. Ils ont déjà, à plusieurs reprises, donné la preuve de leur anticolonialisme et exprimé leur volonté d'engager le processus de décolonisation totale aux Antilles. Dans les faits, aussi bien par leur action en France que par celle qu'ils mènent pendant leurs vacances aux Antilles, ils essaient de faire avancer dans la masse, chez les jeunes, l'idée de libération totale des Antilles et de la prise en main par les Antillais de la direction des affaires. Parce qu'ils sont jeunes, eux aussi, on peut dire qu'ils ont un rôle particulier à jouer auprès de leurs frères jeunes des Antilles. On voit d'ailleurs, depuis quelques années, l'audience sans cesse grandissante qu'ils trouvent aussi bien auprès de la jeunesse que dans le reste de la population. Parce qu'ils sont loin de la vie politique locale, leur organisation peut jouer un rôle de ciment dans la construction de l'unité des groupes de jeunes. Les étudiants antillais sont particulièrement conscients de la contribution qu'ils peuvent apporter. Ils ont souvent des perspectives claires car ils bénéficient de l'éloignement des réalités étouffantes, des moyens d'information qu'ils trouvent en France et qui accélèrent le processus de la prise de conscience. Aussi peuvent-ils aider à la création d'une organisation de jeunes par des propositions concrètes de charte, mais aussi par le travail de mobilisation et d'éducation qu'ils peuvent réaliser, par les revues, les prises de position publiques, mais surtout en Martinique pendant les vacances.

Les étudiants antillais se rendent compte aussi de leurs limites pour une telle entreprise car ils ne sont aux Antilles, chaque année, que deux mois durant. Le problème est de trouver aux Antilles les jeunes capables de donner impulsion et vie à l'organisation des jeunes. Cette année, comme d'habitude, à leur Congrès, les associations d'étudiants ont établi les grandes lignes d'action pour l'année 1962. Le problème de la jeunesse est resté au centre des préoccupations. La nécessité d'un comité de liaison faisant le lien entre les actions des étudiants en France et de la jeunesse à la Martinique est un objectif primordial. Ce comité de liaison doit être en mesure d'assurer la diffusion du journal *Matouba* (revue des étudiants antillais), et de coordonner les actions aux Antilles et en France.

Les moyens proposés restent les mêmes : travail de mobilisation, d'information par des conférences, rassemblement de jeunes de toutes conditions sociales. Les étudiants se proposent de briser les antagonismes artificiels alimentés par le système, entre les différents groupes de jeunes (des villes, des campagnes, ouvriers, instituteurs, intellectuels), de les amener à réfléchir

ensemble sur les questions qui se posent et sur les perspectives d'avenir. Ils souhaitent développer encore, multiplier les contacts directs, bref créer dans ce milieu particulièrement perméable un véritable bouillonnement d'idées, une fermentation révolutionnaire.

Une véritable campagne doit chercher à opposer résolument l'ensemble de la jeunesse au plan Némo. Celle-ci doit être invitée à manifester clairement son hostilité à un tel plan et à toutes les mesures du même genre.

Une première étape constructive et réaliste semble être la création d'un comité de liaison mais un objectif immédiat est aussi le rassemblement de la jeunesse anticolonialiste en une organisation structurée sur des bases et des méthodes qui restent à définir sur place. De là, de multiples possibilités d'encadrement de la jeunesse seront ouvertes.

Sur un autre plan, les associations d'étudiants voudraient avoir des contacts plus nombreux avec les jeunes ouvriers et militaires expatriés en France. Elles se proposent, dans l'avenir, de réaliser un sérieux travail d'information dans ces milieux et de canaliser les énergies nombreuses dispersées par les soins du colonialisme français.

D'une manière générale, pour l'ensemble de la population des Antilles qui manque de perspectives et se sent écrasée par son insularité étroite, les étudiants antillais doivent sans cesse dénoncer les mensonges et expliquer que notre avenir s'inscrit dans un mouvement général caraïbe, et que nous devons, pour être en mesure de les réaliser, commencer par nous libérer de nos chaînes.